

*Questions orales*

financée par le ministère des Affaires extérieures. Elle reçoit actuellement environ 50 millions de dollars. On lui donne des contrats pour effectuer des travaux dans certains pays. Chacun reconnaîtra que cela fait partie du mandat des Affaires extérieures de veiller à ce que le Canada contribue, au niveau international, au développement des ressources énergétiques, et c'est exactement ce que fait Petro-Canada.

Pour ce qui est de la question que m'a posée le député, à savoir si ces travaux se poursuivront malgré la violation possible des droits de la personne dans d'autres pays, je sais que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures est conscient du problème et des implications que cela suppose. Nous continuerons, tous les deux, à étudier la question. Mais pour répondre à cette question, il faudra, je crois, tenir compte à la fois des réalisations accomplies, par exemple, au Myanmar, et de la capacité du Canada de collaborer au développement international.

\* \* \*

[Français]

**LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA**

**Mme Sheila Finestone (Mount Royal):** Monsieur le Président, au moment même où le gouvernement retire l'unité nationale du mandat de Radio-Canada, nous apprenons par un sondage que l'unité nationale est devenue la priorité numéro 1 des Canadiens.

Ma question s'adresse au ministre des Communications. Compte tenu que la radiodiffusion est une force puissante qui contribue à la compréhension, la tolérance et la générosité des Canadiens d'un océan à l'autre, en ce moment d'instabilité, le ministre va-t-il saisir l'occasion pour réintégrer l'unité nationale dans le mandat de Radio-Canada?

**L'hon. Marcel Masse (ministre des Communications):** Monsieur le Président, premièrement, que dans un pays les gens soient favorables à l'unité nationale, il n'y a pas de quoi surprendre. C'est lorsque le contraire arrive qu'il y a des problèmes. Alors je crois que tout le monde dans cette Chambre devrait se réjouir qu'un sondage dit qu'une majorité de Canadiens est favorable à l'unité nationale au Canada.

Deuxièmement, la question est de savoir si, est-ce que l'Union nationale. . .

**Des voix:** Oh! Oh!

**Une voix:** Cela fait 20 ans!

**M. Masse:** Trop de racines en politique, madame.

Il s'agit de savoir à partir de là si l'unité nationale se force ou si l'unité nationale se vit. Et nous ne croyons pas que l'Union nationale. . .

**Des voix:** Oh! Oh!

**M. Masse:** . . . que l'unité nationale doit être le fruit d'une propagande forcée mais le fruit d'une volonté vécue. Voilà!

**Mme Sheila Finestone (Mount Royal):** Monsieur le Président, pour l'information du ministre, l'unité nationale est bâtie.

[Traduction]

Ce n'est pas un outil de propagande qui permet aux Canadiens d'un océan à l'autre de mieux se connaître. Si le ministre considère que c'est de la propagande, il n'a pas confiance dans l'avenir.

J'aime le Canada. Apparemment, les députés conçoivent différemment la façon dont notre attachement au pays devrait être exprimé. La semaine dernière, le premier ministre était profondément sincère quand il a dit au Conseil pour l'unité canadienne: «Tout ce que nous avons fait comme pays découle de nos efforts pour renforcer l'unité nationale.»

Si le premier ministre parle au nom des Canadiens, le ministre des Communications s'engagera-t-il dès aujourd'hui à redonner à Radio-Canada le mandat de travailler à l'unité nationale?

[Français]

**L'hon. Marcel Masse (ministre des Communications):** Monsieur le Président, j'ai l'impression que. . .

[Traduction]

. . . la députée fourbit ses armes pour le débat sur le projet de loi que la Chambre amorcera la semaine prochaine.

D'abord, je dois faire une observation. Nous demandons à Radio-Canada de refléter l'essence du Canada. Nous avons débattu la question de l'unité nationale en 1968. Quelle sorte de pays nous avez-vous laissé en 1982? Un pays sans le Québec. Voilà pourquoi nous préférons notre approche à la vôtre.

**Des voix:** Oh, oh!

**Des voix:** Bravo!

**Mme Finestone:** C'est vrai parce que vous avez été déraisonnables.